En refusant de discuter vraiment, la majorité des camarades empêchent d'armer le NPA sur des questions clés de la période

Avant le CPN, les camarades P1 et P2 avaient décidé de ne surtout pas discuter des problèmes qui fâchent, se contentant d'une esquisse d'analyse de la situation et de quelques éléments pour une « feuille de route » minimaliste. Or le CPN doit fixer une orientation au parti, d'autant plus que le congrès n'a débouché sur aucune majorité. De son côté, la P3 avait au contraire envoyé une longue résolution, toute ficelée sur l'ensemble des questions. Dans ces conditions, il n'était pas possible que le CPN soit fructueux, les un-e-s et les autres choisissant d'éviter les débats. De fait, la discussion s'est focalisée sur la météo des luttes, les un--s soutenant qu'il y avait plus de luttes que l'année dernière, les autres moins…

Dans cette situation, nous avons décidé de proposer des motions précises afin de dégager des positions claires mandatant le CE sur les questions principales de l'actualité. Cette méthode consistant à sérier les sujets a fait ses preuves sur la motion Grèce, avec des amendements contradictoires permettant de bien cerner les divergences (cf. notre seconde contribution). Mais, alors qu'il y a ni plus, ni moins de désaccords sur les autres questions, les camarades ont refusé de l'adopter pour les autres sujets.

1) La P1 et la P2 ont complété leur texte essentiellement descriptif en définissant un « profil » du NPA qui prétend combiner « l'unité » (notamment la participation au collectif 3A) et la mise en avant d'un « projet anticapitaliste »… assez vague pour contourner leur divergence principale au congrès – autant dire fort vaseux. L'idée était de faire un pas vers une majorité, mais son contenu est si fragile que cela ne leur permet nullement de surmonter l'impasse du congrès. De fait, cette « majorité » a montré ses limites dès le CE suivant sur les départementales.

2) Sur la préparation du 9 avril, nous avons proposé une motion allant au-delà du « il faut tout faire pour réussir la grève » auquel s'en tenait le texte P1-P2, mais aussi la P3. Nous avons défendu la nécessité d'aller au dialogue avec le sentiment légitime de défiance des travailleurs/ses envers les journées d'action, de mettre au centre l'auto-organisation, de critiquer la politique des directions syndicales et d'avancer la nécessité de construire une grève générale pour faire cesser les attaques (cf. notre motion dans ce BI). Il n'a malheureusement pas été possible de discuter de nos divergences sur ces points avec la P3, car elle ne conçoit la discussion que sous la forme d'amendements marginaux à ses propres textes ficelés en interne.

3) Nous avons en revanche présenté avec la P3 une motion sur les élections refusant tout appel à voter pour le PS, l'UMP ou le FN. Mais elle a été repoussée par le CPN et

le CE s’est positionné le 22 mars (à une voix de majorité) pour appeler à voter PS face au FN. Alors que le PS met en place les pires politiques contre les travailleurs/ses, alimente le vote FN et la désespérance sociale, il est contreproductif de s’inscrire dans ce clivage gauche/droite frelaté et d’apparaître dans le même camp social que ces vautours.

4) Dans le prolongement de la motion de congrès contre l’union nationale, nous avons participé à l’élaboration de la motion antiraciste, centrée contre les actes et les lois islamophobes, qui a été majoritaire malgré l’opposition de la P3 et d’une partie de la P2. En revanche, une très courte majorité du CPN a refusé une affiche « Sois Charlie et tais toi » qui avait le mérite de souligner l’hypocrisie de l’opération « Charlie » autour de la liberté d’expression. Et la seule affiche qui a été adoptée, proposée par la P3, met sur le même plan l’antisémitisme et l’islamophobie, alors que ce sont les musulman-e-s qui sont désigné-e-s comme « suspect-e-s » par l’Etat et les premières victimes de sa politique raciste.

5) Enfin, il est positif qu'une réunion non-mixte ait eu lieu à ce CPN. Elle a permis de discuter de l'utilité de la non-mixité et de notre intervention féministe. Elle a aussi été l'occasion d'ouvrir le débat sur les relations entre le CE et la CNIF, ainsi que des dysfonctionnements de cette dernière. Pour régler ces problèmes démocratiquement, nous pensons qu’il faut une conférence nationale féministe. Ce serait le moment de débattre des questions féministes qui traversent le parti afin qu'un maximun de militant-e-s s'en saisissent. Le fonctionnement de la CNIF et son rapport aux instances dirigeantes devraient aussi être discutés. La CNIF et son secrétariat seraient élus sur des bases politiques. Nous poursuivrons cette discussion au prochain CPN.

, le 25 mars 2015